

**N° DP 24/837**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES EN INFORMATION GEOGRAPHIQUE DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (CRIGE PACA) - ANNEE 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°13/12/241 du 12 décembre 2013 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une direction commune des systèmes d'information entre la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon,

**VU** la délibération n°18/12/390 du 18 décembre 2018 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une Direction Ressources Numériques Mutualisées entre la Métropole TPM et la Ville de Toulon,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avenant n°1 délibération n° 14/12/261 du 12 décembre 2014 précisant que l'ensemble des dépenses de la DCSI (commun, spécifique Ville, spécifique TPM) sont portés par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon,

**CONSIDERANT** la demande du Centre de Ressources en Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 7 juin 2024 pour l'octroi d'une participation financière de la Métropole TPM d'un montant de 15 500 €,

**CONSIDERANT** que le Centre de Ressources en Information Géographique (CRIGE) est un des premiers centres de ressources et d'appui géomatiques en France,

**CONSIDERANT** que le CRIGE est identifié comme un outil essentiel pour l'alimentation des observatoires et schémas locaux et comme un des principaux leviers du développement des usages du numérique,

**CONSIDERANT** son implication toujours plus grande dans la vie économique du territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** l'intérêt de pouvoir disposer des services de cet organisme pour mener à bien les projets de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** le programme de travail 2024 fixé par le CRIGE PACA joint en annexe, vise notamment :

- à la fourniture de services d'intégration, de standardisation, de qualification et de diffusion de données géographiques sur un géoportail,
- à l'appui technique et l'animation autour de l'acquisition, de la production et de la mise à disposition de données de référence et métiers,
- à l'organisation de séminaires, d'ateliers et de formations sur les données et les outils,
- au pilotage d'ateliers de co-production de données métiers - Développement de prototypes - Création et mise à disposition d'outils collaboratifs,
- à l'articulation avec les instances nationales et relais d'informations,
- à la veille technique/Communication,
- au pilotage de projets sur l'irrigation, l'hydraulique agricole, la gemapi, les OLD, les sols,

**CONSIDERANT** la nécessité de maintenir une activité de service public de la géomatique dans la région en l'adaptant aux évolutions du paysage de l'information géographique et de ses acteurs,

**CONSIDERANT** la convention de participation financière, ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ALLOUER** au Centre de Ressources en Information Géographique (CRIGE) Provence-Alpes-Côte d'Azur une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 500 € pour la mise en œuvre de ses missions relatives à la diffusion de bases de données géographiques pour l'année 2024.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe selon lesquels le Centre de Ressources en Information Géographique (CRIGE) Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage notamment à communiquer régulièrement, à la Métropole TPM des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

### **ARTICLE 3**

**DE SIGNER** cette convention.

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** qu'il s'agit de besoins propres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, Chapitre 65, Fonction 020.0, Article 657382, Opération 342, Service APPLI.

La présente Décision sera

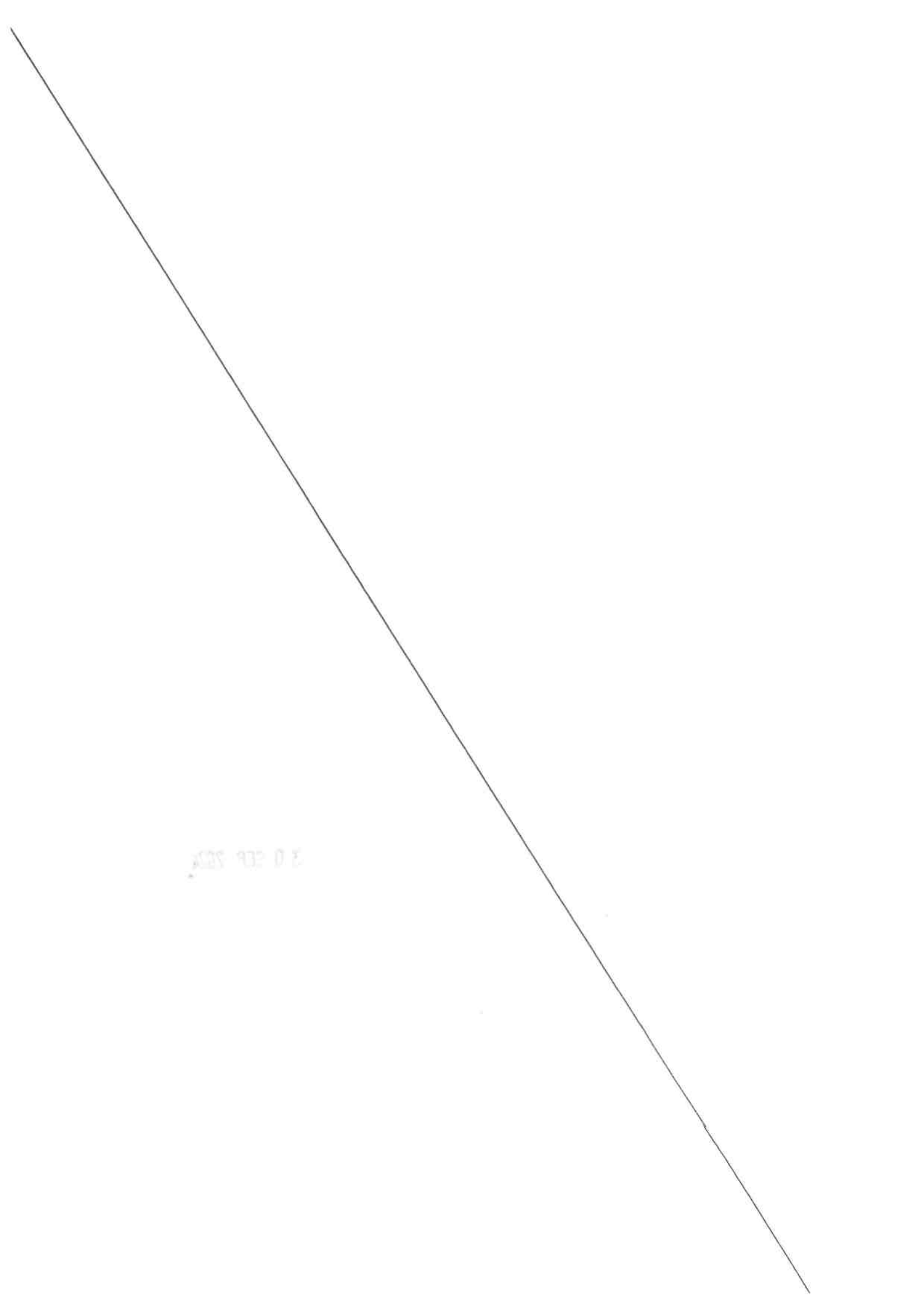
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **30 SEP. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE  
LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
ET  
LE « CENTRE DE RESSOURCES EN INFORMATION  
GEOGRAPHIQUE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR »  
POUR L'ANNEE 2024**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30356, 83041 Toulon Cédex, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la Décision n°..... **en date du**  
.....

Ci-après dénommée « MTPM »  
D'une part,

**Et :**

**Le « Centre de Ressources en Information Géographique Provence-Alpes-Côte d'Azur »** désignée ci-après par CRIGE PACA, sise Domaine du Petit Arbois - Bât Laennec - 13100 AIX EN PROVENCE et représentée par sa Présidente, Régine CIAMPINI,

Ci-après dénommée « CRIGE PACA »  
D'autre part,

### **Etant préalablement exposé ce qui suit :**

Le CRIGE PACA a pour objet de développer et d'organiser la production et l'utilisation de l'information géographique numérique en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le plan d'actions 2024 du CRIGE-PACA s'appuie sur ses missions et objectifs statutaires (socle). Les missions socles sont complétées par des projets opérationnels annuels ou pluriannuels.

Les actions mises en œuvre (socles et projets) s'adressent pour la majorité d'entre elles à toutes les organisations du territoire régional productrices et utilisatrices d'information géographique, publiques et privées.

Une partie des actions ne concernent que les membres du CRIGE : services de l'Etat, Départements et EPCI qui financent le CRIGE.

Ses missions visent :

- à la fourniture de services d'intégration, de standardisation, de qualification et de diffusion de données géographiques sur un géoportail,
- à l'appui technique et l'animation autour de l'acquisition, de la production et de la mise à disposition de données de référence et métiers,
- à l'organisation de séminaires, d'ateliers et de formations sur les données et les outils,
- au pilotage d'ateliers de co-production de données métiers - Développement de prototypes - Création et mise à disposition d'outils collaboratifs,
- à l'articulation avec les instances nationales et relais d'informations,
- à la veille technique/Communication.
- au pilotage de projets sur l'irrigation, l'hydraulique agricole, la gemapi, les OLD, les sols

Aussi, compte tenu des différents intérêts et enjeux que présentent l'activité du CRIGE PACA sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et même au-delà, cette dernière entend accorder au CRIGE PACA une participation financière en vue d'exécuter son programme de travail 2024 et ainsi, participer activement aux projets de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **Les parties ont convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION CRIGE PACA**

Le CRIGE PACA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son programme de travail 2024.

### **ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA METROPOLE**

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement du CRIGE PACA pour l'exercice 2024 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir l'association financièrement au cours de l'exercice 2024 à hauteur de **15 500 euros**.

### **ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT**

La subvention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera versée au CRIGE PACA de la manière suivante :

- 70 % du montant indiqué à l'article 2 seront versés à la signature de la présente convention ;
- le solde, soit 30 %, sera versé après réception des documents visés à l'article 4.
- Si ces documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme d'action subventionné est inférieur aux dépenses figurant dans le budget prévisionnel, il conviendra d'appliquer une réduction de la subvention au prorata des dépenses réalisées.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU CRIGE PACA**

Le CRIGE PACA s'engage à utiliser un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

Le CRIGE PACA s'engage à communiquer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au moins deux fois par an, le bilan intermédiaire de son activité

sur le territoire de TPM (nombre de créateurs reçus, nombre de créateurs suivis, activités concernées, etc..).

Le CRIGE PACA s'engage à communiquer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 Juin 2025, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier approuvés par le conseil d'administration et visés par la Présidente du CRIGE PACA.

Le CRIGE PACA s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2024 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'association avant le 31 Juillet 2025.

Le CRIGE PACA s'engage à faire apparaître sur tous ses documents d'information ou de promotion et sur son site Internet le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à faire parvenir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

#### **ARTICLE 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de un an.

#### **ARTICLE 6 - RESILIATION**

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivants l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

#### **ARTICLE 7 - REVERSEMENT DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DU CRIGE PACA**

En cas de non-respect par le CRIGE PACA de ses engagements, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

En cas de non réalisation des actions du fait du CRIGE PACA, celle-ci reversera la totalité des sommes versées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

**ARTICLE 8 - TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait A Toulon, le..... en deux exemplaires,

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée

Le Président

**Jean-Pierre GIRAN**

Pour le CRIGE PACA

La Présidente

**Régine CIAMPINI**

Réf. 037/240607

Monsieur le Président de la Métropole  
Toulon-Provence-Méditerranée  
Hôtel d'agglomération  
107, boulevard Henri Fabre – CS 30356  
83041 Toulon cedex 9

Objet : Demande de subvention 2024

Pièces jointes : CERFA, liste des membres du CA, statuts, rapport d'activité 2023, comptes 2023, programme de travail 2024, RIB.

Monsieur le Président,

Mis en place par l'Etat et les collectivités en 2002, le Centre de ressources en Information Géographique est une agence technique d'appui à la mise en œuvre des systèmes d'information et des outils numériques de gestion des territoires. Neutre et souple, le CRIGE accompagne, informe et forme ses membres dans tous les secteurs liés à la production et l'utilisation de données géographiques. Il les met en relation avec les réseaux professionnels du secteur, publics et privés afin de faciliter le partage d'expérience, les projets collaboratifs et les économies d'échelle. Il porte leur parole au niveau national dans les instances de pilotage du domaine.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée fait partie des membres du CRIGE depuis 2014 aux côtés des six Départements, des grands EPCI, de l'Etat et des structures d'enseignement et de recherche. A ce titre elle bénéficie de tous les services et projets proposés par le CRIGE. Afin d'assurer la continuité des services existants et le développement de nouvelles actions, je me permets de solliciter la participation financière de votre collectivité pour l'exécution du plan d'actions 2023 de l'association. Elle s'élève à 15 500 € sur un budget total de 560 000 €.

Vous voudrez bien trouver ci-joint un dossier de demande de subvention pour l'année 2024.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à ma demande et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

La Présidente du Directoire  
Régine CIAMPINI



# Please wait...

If this message is not eventually replaced by the proper contents of the document, your PDF viewer may not be able to display this type of document.

You can upgrade to the latest version of Adobe Reader for Windows®, Mac, or Linux® by visiting [http://www.adobe.com/go/reader\\_download](http://www.adobe.com/go/reader_download).

For more assistance with Adobe Reader visit <http://www.adobe.com/go/acrreader>.

Windows is either a registered trademark or a trademark of Microsoft Corporation in the United States and/or other countries. Mac is a trademark of Apple Inc., registered in the United States and other countries. Linux is the registered trademark of Linus Torvalds in the U.S. and other countries.

# PLAN D' ACTIONS 2024





## I. SERVICES ET APPUI

### ASSISTANCE TECHNIQUE (membres)

- Inventaire, mise en forme et ouverture des patrimoines de données géographiques
- Accompagnement expert (projets, outils, démarches internes)
- Production guides, tutoriels, documentation
- Formations (qualité des données, cadastre, Q-GIS)

### GEOSERVICES (membres)

- Cadastre (diffusion/hot-line/formation)
- Services de diffusion de données images en flux (orthophotographies, images satellitaires, PCRS)
- Services de consultation de données
- Intéropérabilité avec la Géoplateforme de l'IGN (convention IGN), les plateformes data.gouv.fr, beta.gouv.fr, DATASUD, Naviforest, etc.
- Développement, hébergement et maintenance de services de contrôle et d'enrichissement de données (Lizmap)

### STANDARDISATION/NORMALISATION (membres)

- Services de qualification (animation du groupe de travail national du Quadogéo du CNIG)
- Veille sur les standards en vigueur/Définition de standards locaux/Participation à la création et au fonctionnement de la Fabrique des standards \*
- Information/Formation des producteurs (enrichissement de cahiers des charges)

\* Le CRIGE préside la commission STANDARDS du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG)

## II. ANIMATION ET FORMATION

### GEODATALAB

- Permanences (ouvert)
- Ateliers techniques et thématiques (membres)
- Incubation de projets géomatiques (ouvert) + partenariat CLEANTECH et incubateur AMPM
- Séminaires, colloques, journées techniques (jumeau numérique, LIDAR-HD, Adresse, PCRS, sols, Eau, ENR,...) (ouvert)
- Formations (outils experts) (membres)

### ANIMATION THEMATIQUE

- PCRS Appui à la mise en œuvre du PCRS – Déléataire APLC (membres)
- ADRESSE Appui communes/EPCI (guide, entrepôt, BAL en relation avec l'ANCT) et animation du groupe de travail national sur les usages de l'Adresse de l'Afigéo (ouvert)
- MOS Appui à la mise en œuvre des MOS territoriaux et d'OCSOL-GE de l'IGN (membres)
- LIDAR HD Appui à l'intégration et l'utilisation des données de l'IGN (membres)
- SATELLITAIRE Animation Régionale du pôle THEIA (ouvert)
- CADASTRE Animation d'un Club des utilisateurs du cadastre (membres)
- GEOPROSPECTIVE Animation du collectif inter-régional (ouvert)
- ACCESSIBILITE Mise en place d'un groupe de travail sur les données d'accessibilité (membres)

- **GEMAPI** Animation d'un groupe de travail régional sur la GEMAPI - Développement d'un standard de données et déploiement de l'outil Géorivière (**membres**)
- **CLIMAT** Hébergement et maintenance du portail Citizen Clime PACA
- **SOLS** Réflexions sur la mise en place d'une plateforme régionale sur les données pédologiques
- **OLD** Mise en place d'un groupe de travail sur les OLD – Mise en place d'un bouquet des données nécessaires à l'application de la réglementation sur les OLD

## RESEAUX

- Animation du réseau géomatique CRIGE (**ouvert**)
- Animation des réseaux des géomaticiens du Var, des Alpes du Sud (04/05) et du 84 (**membres**)

## DISPOSITIFS PARTENARIAUX

- Gouvernance de l'AFIGEO (vice-présidence)/Animation du réseau national des CRIGE)
- Présidence de la commission des STANDARDS du Conseil National de l'Information Géolocalisée
- Membre du COPIL de la Géoplateforme IGN
- Partenaire ANCT, Ecolab-MTE (conventions)

## III. PROJETS

- **VIAFOREST** (Fin phase 2) – Pilote national d'application pour l'enrichissement des données de l'IGN sur la desserte forestière par des contributeurs locaux et articulation avec la Geoplateforme.
- **ADRESSAGE** – Accompagnement des communes du Var pour l'application de la Loi 3DS sur la création de Bases Adresses Locales (BAL) (**Marché**)
- **HYDRAULIQUE AGRICOLE** – Diagnostic et de la base de données régionales sur l'Hydraulique agricole de la Chambre régionale d'Agriculture et mise en place d'un outil et d'une organisation pour assurer sa mise à jour.
- **AMO GéoMAS** – Appui aux Départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence, à l'entente SIG 04 pour l'extension du dispositif mutualisé GéoMAS (**Marché**)
- **IRRIGATION** – Investigation pour la mise en place d'un service numérique porté par une start-up d'Etat dans le cadre de l'incubateur de l'IGN, la Fabrique des Géocommuns.

# **Modification des statuts de l'association "Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur" – CRIGE-PACA**

## **Article 1 – CONSTITUTION**

Par modification des statuts déposés le 16/02/2016, il est constitué entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Les articles suivants constituent les nouveaux statuts de l'association.

## **Article 2 – DENOMINATION**

L'association a pour dénomination "Centre de Ressources en Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur".

Elle pourra être désignée par le sigle "CRIGE-PACA".

## **Article 3 – OBJET**

L'association a pour objet de développer et d'accompagner la production et les usages de données géographiques et de promouvoir le développement des métiers de la géomatique sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans le champ d'activité qui est le sien et dans le respect de la subsidiarité de ses membres et partenaires, le CRIGE-PACA exerce les missions suivantes :

- Apporter une assistance et des services techniques pour la production et l'utilisation d'informations géographiques.
- Favoriser la mutualisation et le partage de méthodes, services et outils géomatiques.
- Assurer une veille technique
- Faciliter le montage et le portage de projets collaboratifs en privilégiant l'utilisation d'outils ouverts et garantir leur pérennité.
- Renouveler les savoirs faire et favoriser les échanges entre les secteurs Enseignement/Recherche, les professionnels publics et privés, les associations et les citoyens.
- Développer l'information et la formation des utilisateurs d'informations géographiques.
- Représenter ses membres dans les instances régionales et nationales.

## **Article 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège de l'association CRIGE PACA est fixé au Technopole de l'environnement Arbois Méditerranée - Domaine du Petit Arbois – Avenue Louis Philibert, 13100 Aix-en-Provence.

Le transfert de siège social est proposé par le Conseil de Surveillance et validé par l'Assemblée Générale.

## **Article 5 – DUREE**

L'association est constituée pour une durée illimitée.

## **Article 6 – MEMBRES**

L'association se compose de membres adhérents, de membres d'honneur et des membres du Directoire défini à l'article 10.

### **6.1 - Membres adhérents**

Ont la qualité de membre adhérent les personnes morales et toute personne physique qui remplissent les conditions suivantes :

- Adhérer aux présents statuts,
- Etre agréé par le Conseil de surveillance.

Les membres adhérents versent une participation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée générale sur proposition du Directoire.

Les personnes morales désignent leur représentant au sein du CRIGE-PACA selon les procédures qui leur sont propres. Chaque personne morale ne peut désigner qu'un seul représentant.

La qualité de membre se perd par :

- Démission ou non désignation d'un représentant,
- Disparition de la personne morale,
- Exclusion prononcée à la majorité des deux-tiers de l'assemblée générale pour tout motif laissé à son appréciation ou tout manquement au règlement intérieur approuvé.

### **6.2 – Membres d'honneur**

Ont la qualité de membre d'honneur des personnes physiques choisies es-qualité dont les compétences et l'expertise sont de nature à apporter une contribution importante à la poursuite de son objet. La qualité de membre d'honneur leur est attribuée par l'assemblée générale sur proposition du Conseil de surveillance.

## **Article 7 - RESSOURCES**

Les ressources de l'association sont constituées de toutes ressources non interdites par les lois et règlements en vigueur.

Elles comprennent :

- les cotisations des membres
- les subventions publiques,
- le prix des prestations fournies à ses membres et, accessoirement, à des tiers ainsi que des revenus de ses biens,
- les emprunts,
- les dons et legs,
- et toute autre ressource autorisée.

## **Article 8 - ASSEMBLEE GENERALE**

### **8.1 - Composition de l'Assemblée générale**

L'Assemblée Générale réunit l'ensemble des représentants des membres de l'association :

- les membres adhérents regroupés dans des collèges,
- les membres du Directoire,
- les membres d'honneur.

Les membres adhérents, sont regroupés en quatre collèges.

Le premier collège se compose d'un représentant des Conseils départementaux, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, des communes de plus de 10000 habitants. Ce collège dispose d'au plus trente-deux (32) représentants à l'Assemblée générale.

Le deuxième collège se compose de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat, des représentants des universités, des organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur. Ce collège dispose d'au plus seize (16) représentants à l'Assemblée Générale.

Le troisième collège se compose des représentants de structures tierces publiques et para-publiques (consulaires, syndicats mixtes, associations, etc.). Ce collège dispose d'au plus huit (8) représentants à l'Assemblée Générale.

Le quatrième collège se compose des représentants de structures privées et des personnes physiques. Ce collège dispose d'au plus huit (8) représentants à l'Assemblée générale.

Si le nombre de personnes désignées dans un collège excède le nombre maximum de sièges, le Président du Conseil de surveillance réunit les personnes désignées pour procéder à un vote sur la composition du collège. Ce vote s'effectuera en priorité de manière électronique à l'aide d'outils dédiés, validés par le Conseil de surveillance.

Les personnes désignées dans les collèges peuvent se faire représenter par une autre personne élue issue du même collège. La représentation par toute autre personne est interdite. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer une personne est limité à deux.

Le Directoire dispose de trois voix à l'Assemblée Générale.

Sont autorisés à voter le Président, le trésorier et le secrétaire. Les autres membres du Directoire ne prennent pas part au vote.

Les représentants du Directoire peuvent se faire représenter par un autre membre du Directoire muni d'un pouvoir spécial.

## **8.2 - Réunions et délibérations de l'Assemblée générale**

Le Président du Conseil de Surveillance convoque l'Assemblée générale et en assure la présidence.

La convocation est effectuée par courrier électronique ou papier contenant l'ordre du jour arrêté sur proposition du Directoire. La convocation est adressée à chaque membre de l'association quinze jours à l'avance.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle est réunie au siège de l'association ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

Sont établis une feuille de présence émargée par les membres de l'Assemblée et un procès-verbal certifiés par le Président du Conseil de Surveillance.

## **8.3 - Pouvoirs de l'Assemblée générale**

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice. Elle peut également être convoquée à titre exceptionnel par le Président du Conseil de surveillance ou à la demande d'une majorité de membres.

L'Assemblée Générale ordinaire vote le budget et le plan d'actions annuel. Elle entend le rapport du Commissaire aux comptes. Elle approuve les comptes de l'exercice et donne quitus aux membres du Directoire.

Elle procède à l'élection du Conseil de surveillance et du Directoire.

D'une manière générale, l'Assemblée Générale ordinaire délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour qui ne relèvent pas de l'Assemblée Générale extraordinaire. L'Assemblée Générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations.

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires ne délibèrent valablement que si la moitié des membres de chaque collège sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée, avec le même ordre du jour dans un délai de quinze jours. Lors de cette seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

## **Article 9 - DIRECTOIRE**

### **9.1 - Composition du Directoire**

Le Directoire est composé d'au moins trois membres et d'au plus six membres, élus par l'Assemblée Générale parmi les membres de l'association.

Le Conseil de Surveillance désigne un Président, un secrétaire et un trésorier. La durée du mandat des membres du Directoire est fixée à trois ans. Les membres sont rééligibles.

### **9.2 - Pouvoirs du Directoire**

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'association. Il les exerce dans la limite de l'objet de l'association et sous réserve de ceux expressément attribués par les statuts à l'Assemblée Générale et au Conseil de Surveillance. Les décisions du Directoire sont prises à la majorité absolue de ses membres.

Le Directoire assure la gestion courante de l'association, élabore le projet de budget et prononce l'arrêt des comptes. Le Directoire a notamment pouvoir de recruter le personnel, y compris le directeur de l'association. Le Directoire délègue sous son contrôle, la gestion du personnel au Directeur. Il a un pouvoir hiérarchique sur l'ensemble du personnel, y compris le Directeur.

Le Président du Directoire représente l'association dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il défend en justice et il peut ester. Le Président du Directoire peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale. Le Directoire se réunit aussi souvent que nécessaire.

Les membres du Directoire sont exemptés de cotisations. Ils ne peuvent recevoir aucune rémunération au titre des fonctions qui leur sont confiées dans le cadre de l'Association. Toutefois, ils pourront obtenir, dans les conditions définies par le Conseil de Surveillance, le remboursement des frais effectivement exposés au profit de l'association, dans l'exercice de leur mandat.

## **Article 10 - CONSEIL DE SURVEILLANCE**

### **10.1 - Composition du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance est composé d'au moins six et d'au plus seize membres, élus par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans. Les membres sont rééligibles.

Chaque collège dispose d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de ses membres.

Le premier collège dispose de huit sièges au Conseil de surveillance.

Le deuxième collège dispose de quatre sièges au Conseil de surveillance.

Le troisième collège dispose de deux sièges au Conseil de surveillance.

Le quatrième collège dispose de deux sièges au Conseil de surveillance.

Le Président du Conseil de Surveillance est élu parmi les membres de l'Assemblée générale.

## **10.2 - Réunion et délibération du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son Président, ou à la demande d'au moins cinq de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au moins deux fois l'an.

Le Conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Les délibérations sont prises à la majorité absolue. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

En cas d'empêchement, chaque membre du Conseil de Surveillance pourra se faire représenter par un autre membre du Conseil de Surveillance muni au maximum de deux pouvoirs spéciaux.

## **10.3 - Pouvoirs du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance définit les orientations de l'association et veille au respect des statuts. Il valide le budget avant présentation à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale annuelle ses observations sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le Président du Conseil de surveillance représente l'association dans les instances partenariales. Il est signataire des documents-cadre actant des partenariats avec des structures tierces. Il participe à la promotion de l'association et de ses activités aux côtés du Directoire et de la direction.

# **Article 11 - COMITES TECHNIQUES**

## **11.1 Le comité technique consultatif (CTC)**

Le Comité Technique Consultatif est composé de personnes physiques, représentants ou non des membres de l'association, ayant un intérêt dans les domaines déterminés par l'objet de l'association.

Les services techniques des personnes morales membres de l'association sont membres de droit du Comité Technique Consultatif.

L'association réunit au moins une fois par an le Comité Technique Consultatif pour l'informer de son activité et recueillir ses attentes.

### **11.2. Le comité technique exceptionnel (CTE)**

Il est composé de techniciens issus des organismes membres de l'association.

Le Comité Technique Exceptionnel est régulièrement informé par le Directoire et le Directeur de l'Association de l'activité de l'association, qui peuvent le saisir pour avis.

## **Article 12 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'Assemblée Générale nomme un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six ans.

Il s'assure que les comptes annuels sont réguliers et sincères, qu'ils donnent une image fidèle des opérations de l'association, de sa situation financière et de son patrimoine.

Le commissaire aux comptes est obligatoirement convoqué à l'ensemble des réunions du Conseil de Surveillance et des Assemblées générales.

## **Article 13 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Il est tenu au jour le jour une comptabilité régulière de toutes les opérations par recettes et par dépenses, faisant apparaître un compte de résultats et de bilan. L'association tient également une comptabilité analytique.

Les comptes de l'association sont arrêtés par le Directoire et approuvés en Assemblée générale ordinaire.

## **Article 14 - DISSOLUTION**

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévue pour les Assemblées Générales extraordinaires.

Cette Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation. L'actif, s'il y a lieu, est dévolu à une ou plusieurs personnes morales poursuivant un objectif similaire.

Conformément à l'article 15 du décret du 16 août 1901, l'Assemblée Générale extraordinaire peut décider que les associés procèdent à la reprise de leurs apports.

Fait à Aix-en-Provence le 27 janvier 2021,

Le Président du Directoire

Alain CHARTIER

A handwritten signature in blue ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom.

Le trésorier

Bernard GYSSELS

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'B' and a horizontal line extending to the right.

